



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE

Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599
Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

Concernant la prestation

ACCORD-CADRE : Prestations d'Appui Technique Eau & Assainissement

Lot 1 : Bon de commande Eau potable

Lot 2 : Bon de commande Assainissement

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation du Service Prescripteur	3
1.1	Présentation de l'AFD	3
1.2	Présentation de la Division EAA	3
ARTICLE 2.	Objet du marché	3
ARTICLE 3.	Contexte et objectifs de la mission	3
3.1	Contexte général.....	4
3.2	Problématique et enjeux.....	4
3.3	Environnement et contraintes	4
3.4	Périmètre fonctionnel et opérationnel	4
ARTICLE 4.	Prestation attendue	4
4.1	Généralités	5
4.2	Typologie des prestations mobilisables	5
ARTICLE 5.	Livrables attendus.....	6
ARTICLE 6.	Modalité d'exécution.....	7
6.1	Principes généraux d'exécution	7
6.2	Méthodologie et organisation des interventions.....	7
6.3	Conditions pratiques d'exécution et coordination	7
6.4	Processus de mise au point et de réalisation des prestations.....	7
6.4.1	Expression du besoin	8
6.4.2	Proposition du Titulaire	8
6.4.3	Validation par le Prescripteur	8
6.4.4	Lancement de la prestation	8
6.4.5	Transmission et revue des livrables	8
6.4.6	Facturation.....	8
ARTICLE 7.	Compétences attendues du Prestataire	8
7.1	Principes généraux	8
7.2	Compétences communes aux deux lots	9
7.3	Compétences attendues – Lot 1 : Eau potable.....	9
7.4	Compétences attendues – Lot 2 : Assainissement	9
7.5	Profil minimal d'expertise attendu (Lots 1 et 2)	10
ARTICLE 8.	Moyens mis à disposition du Prestataire.....	10

ARTICLE 1. Présentation du Service Prescripteur

1.1 Présentation de l'AFD

L'Agence française de développement (AFD) est la principale institution publique française de financement du développement durable et de la solidarité internationale, engagée dans la construction d'« un monde en commun ». Elle contribue à la mise en œuvre de la politique de la France en faveur des investissements solidaires et durables, avec pour mission de lutter contre la pauvreté, les inégalités et de préserver les biens communs mondiaux tels que le climat, la biodiversité, la paix, l'éducation, la santé et l'égalité femmes-hommes. Pour y parvenir, le Groupe AFD finance et accompagne plus de 4 000 projets dans plus de 150 pays, ainsi que dans les départements et territoires d'Outre-Mer, en mobilisant des instruments financiers variés et en s'appuyant sur un réseau de 85 agences réparties sur les cinq continents. Il opère à travers ses différentes entités, l'AFD elle-même pour le secteur public et la société civile, Proparco pour le secteur privé et Expertise France pour la coopération technique, afin d'accélérer les transitions économique, sociale et environnementale dans un cadre conforme à l'Accord de Paris et aux Objectifs de développement durable (ODD).

1.2 Présentation de la Division EAA

La Division Eau & Assainissement (EAA) de l'Agence française de développement (AFD) est l'entité sectorielle dédiée à la conception, l'instruction, le financement et le suivi des programmes et projets visant à améliorer durablement l'accès à l'eau potable, aux services d'assainissement et à la gestion intégrée des ressources en eau dans les pays partenaires et les territoires d'Outre-Mer. Elle contribue à la mise en œuvre des politiques sectorielles de ses partenaires en faveur de services de qualité, durables et équitables, tout en intégrant des enjeux transversaux tels que la résilience climatique, la gouvernance locale et la réduction des inégalités sociales. Sur la période 2020-2024, l'activité de la division s'est traduite par un portefeuille de projets en exécution qui dépasse désormais 10 milliards d'euros, avec plus de 310 projets en cours à la fin de 2024, reflet de l'accroissement significatif des engagements du secteur par rapport aux périodes antérieures. Ces opérations s'inscrivent dans la logique de contribution aux Objectifs de développement durable (notamment l'ODD 6), et illustrent l'engagement de l'AFD à renforcer l'accès à des services d'eau gérés en toute sécurité pour des millions de personnes et à soutenir l'amélioration progressive de l'assainissement à travers des financements adaptés, des approches participatives et des partenariats multisectoriels.

ARTICLE 2. Objet du marché

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet de permettre à la division Eau et Assainissement (EAA) de l'Agence française de développement (AFD) de mobiliser, de manière ponctuelle, des prestations d'appui technique ciblées au bénéfice des Responsables d'Équipes Projet (REP), dans les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement.

Cet accord-cadre vise à répondre à des besoins d'appui opérationnel identifiés au fil de l'activité des équipes EAA, principalement lors des phases d'identification, de préparation et d'instruction des projets, ainsi que, le cas échéant, en appui à la supervision de projets en cours d'exécution. Les prestations attendues relèvent d'un appui ponctuel et circonscrit, sans se substituer aux responsabilités des équipes de l'AFD, ni à la maîtrise d'ouvrage des projets.

Le présent accord-cadre s'inscrit en complémentarité des accords-cadres déjà existants au sein de la division EAA, notamment ceux relatifs à :

- l'expertise financière et institutionnelle (Bon de Commande) ;
- l'audit-diagnostic de la performance opérationnelle des services d'eau et d'assainissement (Bon de Commande) ;
- l'appui au montage et à l'exécution de projets (Bon de Commande) ;
- les études de faisabilité (Marché Subséquent).

Le présent accord-cadre a ainsi vocation à compléter l'outillage existant de la division EAA, en offrant un cadre contractuel adapté à la mobilisation de prestations d'appui ciblées, limitées dans leur objet et leur périmètre, permettant de renforcer ponctuellement les capacités d'analyse et de préparation des équipes, tout en préservant la distinction entre appui externe et fonctions internes de pilotage et de décision de l'AFD.

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

3.1 Contexte général

La division EAA de l'AFD est chargée de l'instruction et du suivi de projets de financement dans les secteurs de l'eau potable, de l'assainissement et, le cas échéant, de la gestion intégrée des ressources en eau, dans des contextes géographiques, institutionnels et opérationnels variés.

Dans l'exercice de ses missions, l'équipe EAA est amenée à instruire simultanément un nombre élevé de projets, à des stades d'avancement différents, et à interagir avec une diversité de contreparties (maîtrises d'ouvrage nationales ou locales, opérateurs de services, autorités de régulation, bureaux d'études, partenaires techniques et financiers). Ces projets mobilisent des documents techniques, institutionnels et contractuels de nature hétérogène, produits à des niveaux de maturité variables.

Dans ce contexte, les Responsables d'Équipes Projet peuvent être confrontés à des besoins ponctuels d'appui technique, afin d'éclairer certaines décisions, de consolider des éléments d'analyse ou de préparer des étapes clés de l'instruction ou de la mise en œuvre des projets.

3.2 Problématique et enjeux

La problématique à laquelle répond la présente consultation réside dans la nécessité pour la division EAA de pouvoir mobiliser rapidement des appuis techniques ciblés, afin de :

- sécuriser la qualité des analyses conduites par les équipes ;
- renforcer la robustesse des projets en préparation ou en cours de mise en œuvre ;
- accompagner les équipes dans la gestion de situations spécifiques nécessitant un regard technique externe ponctuel.

Les enjeux associés sont à la fois :

- techniques, en termes de qualité des projets et de pertinence des choix proposés ;
- opérationnels, en lien avec les contraintes de calendrier d'instruction et de suivi des projets ;
- contractuels, notamment par la revue et/ou la rédaction des Termes de Référence pour des missions d'Assistance Technique, de Maîtrise d'Œuvre, de travaux, etc. ;
- institutionnels, dans le respect des rôles respectifs de l'AFD, des maîtrises d'ouvrage et des prestataires externes.

Le recours à des prestataires externes dans ce cadre répond à un besoin d'appui ponctuel et ciblé, complémentaire aux compétences internes de l'AFD, et ne s'inscrit pas dans une logique de délégation de fonctions internes ou de renfort intégré aux équipes.

3.3 Environnement et contraintes

Les prestations d'appui susceptibles d'être mobilisées dans le cadre du présent accord-cadre s'inscrivent dans des environnements caractérisés par :

- des cadres institutionnels, réglementaires et normatifs propres aux pays d'intervention de l'AFD ;
- des exigences fortes en matière de conformité aux politiques et procédures de l'AFD, notamment en matière de passation de marchés, de gouvernance des projets et de redevabilité ;
- des contraintes organisationnelles liées au fonctionnement des équipes projets et aux calendriers d'instruction et de supervision.

Les projets concernés peuvent s'inscrire dans la continuité d'initiatives antérieures ou de portefeuilles existants, ou concerner des projets en phase amont, sans préjuger du niveau de maturité des études disponibles.

3.4 Périmètre fonctionnel et opérationnel

Le présent accord-cadre couvre un périmètre fonctionnel limité à des prestations d'appuis techniques ponctuels et ciblés en soutien aux processus d'identification, d'instruction et, le cas échéant, de suivi des projets dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.

Il exclut notamment, dans la mesure où celles-ci relèvent d'autres cadres contractuels ou de mandats plus complets :

- les études de faisabilité complètes ;
- les diagnostics approfondis ou structurants ;
- les missions d'ingénierie de projet ou d'assistance technique de long terme.

Sur le plan opérationnel, les prestations pourront s'adresser à tout type de maîtrise d'ouvrage dans les zones d'intervention de l'AFD. Les modalités spécifiques (champ, durée, livrables) seront définies dans chaque bon de commande.

ARTICLE 4. Prestation attendue

4.1 Généralités

Dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande, le Prestataire est amené à réaliser des prestations d'appui ciblées, mobilisées ponctuellement par la division EAA afin d'appuyer techniquement les REP dans l'exercice de leurs missions.

Les prestations attendues s'inscrivent dans les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement, et sont structurées en deux lots distincts :

- Lot 1 – Eau potable : prestations d'appui technique ciblées relatives aux projets, programmes et services relevant du secteur de l'eau potable ;
- Lot 2 – Assainissement : prestations d'appui technique ciblées relatives aux projets, programmes et services relevant du secteur de l'assainissement.

Les Prestataires peuvent soumissionner à un seul lot ou aux deux lots, sous réserve de disposer des compétences techniques appropriées pour le ou les secteurs concernés.

Pour chacun des lots, les prestations ont pour finalité d'apporter un appui externe ponctuel, destiné à éclairer certaines analyses, à consolider des éléments techniques ou à accompagner la préparation d'étapes clés des projets. Elles s'inscrivent dans une logique d'appui à la décision et de soutien méthodologique, sans se substituer aux responsabilités des équipes de l'AFD ni à celles des maîtrises d'ouvrage des projets.

À ce titre, le Prestataire intervient en appui des équipes projets, sur la base de besoins formulés par le prescripteur, et peut être sollicité notamment pour :

- contribuer à l'analyse et à la compréhension de situations techniques ou organisationnelles spécifiques rencontrées dans le cadre des projets relevant du lot concerné ;
- apporter un regard technique externe sur des documents, options ou hypothèses en cours d'élaboration ou d'examen ;
- accompagner la structuration et la clarification de problématiques identifiées par les équipes projets ;
- appuyer ponctuellement la préparation ou la sécurisation de certaines étapes de l'instruction ou du suivi des projets.

Le Prestataire intervient dans un périmètre d'appui limité et circonscrit, défini pour chaque prestation et pour chaque lot, sans assurer de mission de pilotage, de coordination générale ou de représentation institutionnelle, et sans être intégré aux équipes internes.

La nature précise des prestations confiées, leur périmètre ainsi que les attendus associés sont définis au cas par cas dans les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre, en référence au lot concerné.

Prévention des Conflits d'Intérêts

Les prestations d'appui prévues dans le cadre du présent accord-cadre sont susceptibles de porter, de manière récurrente, sur la préparation, la relecture, l'analyse critique ou l'évaluation de documents techniques, études, dossiers d'appel d'offre ou offres techniques élaborés par des tiers, notamment des bureaux d'études, entreprises ou groupements susceptibles d'intervenir ultérieurement sur les projets financés par l'AFD.

À ce titre, ces prestations présentent un risque potentiel de conflit d'intérêts, en particulier lorsque le Prestataire ou les experts mobilisés ont participé, ou sont susceptibles de participer, à la production de documents faisant l'objet de l'appui, ou à des missions ultérieures en lien direct avec les projets concernés (études, maîtrise d'œuvre, assistance technique, travaux, etc.).

Les candidats sont donc invités à porter une attention particulière à leur situation au regard des règles relatives aux conflits d'intérêts, telles que définies par la réglementation applicable et les règles de l'AFD, et à évaluer leur capacité à intervenir dans un cadre garantissant une indépendance totale de jugement et d'analyse.

Il est rappelé que, pour chaque bon de commande, le Prestataire devra être en mesure de déclarer l'absence de conflit d'intérêts, ou, le cas échéant, de signaler toute situation susceptible d'en constituer un. L'AFD se réserve le droit de refuser la mobilisation d'un Prestataire ou d'un expert proposé si une situation de conflit d'intérêts avérée ou potentielle est identifiée.

4.2 Typologie des prestations mobilisables

À titre indicatif et non exhaustif, ces prestations peuvent notamment comprendre :

- **l'appui à la rédaction et/ou à la revue de termes de référence** pour des schémas directeurs, des assistances techniques, des études de faisabilité ou d'autres prestations intellectuelles financées par l'AFD ;
- **l'analyse critique d'études amont** (schémas directeurs, études de faisabilité, études préparatoires ou assimilées) produites par des tiers, dans le cadre de projets que l'AFD envisage de financer ;

- **l'identification et la définition de besoins d'études complémentaires**, ainsi que l'appui à la rédaction des termes de référence correspondants, en vue d'assurer la viabilité technique et opérationnelle des projets ;
- **l'appui à l'analyse et à la comparaison des modes de passation de marchés** les plus adaptés au type d'opération envisagé (travaux, conception-réalisation, DBO, contrats de performance, etc.) ;
- **la collecte, l'analyse et le recoupement d'informations techniques**, notamment dans le cadre de missions ponctuelles, afin de contribuer à l'identification de projets, à leur description dans des documents de présentation ou à la préparation de leur instruction ;
- **la relecture et l'analyse critique de documents préparatoires à des travaux** (APS, APD, DAO ou documents assimilés), relatifs à des projets d'eau potable, d'assainissement ou de drainage, en appui à la formulation d'avis de non-objection de l'AFD ;
- **l'analyse critique de rapports d'analyse des offres de travaux ou de prestations intellectuelles**, y compris sur les aspects techniques, produits par des maîtrises d'ouvrage ;
- **l'appui ponctuel aux maîtrises d'ouvrage** (opérateurs de services, collectivités, ministères, etc.) dans l'analyse technique des offres d'entreprises ou de prestataires d'études, à la demande et sous le pilotage de l'AFD ;
- **la formulation d'avis techniques indépendants**, en appui à l'AFD, pour l'analyse de situations spécifiques, potentiellement conflictuelles, ou de réclamations contractuelles, telles que des différends techniques entre acteurs ou des réclamations émanant d'entreprises / bureaux d'ingénierie dans le cadre de l'exécution de marchés (travaux, PI, etc.).

En outre, chaque année, il sera demandé à l'ensemble des prestataires ayant réalisé au moins une prestation au cours des douze (12) mois écoulés de participer à un atelier collectif organisé par EAA. Ces ateliers auront pour objectif de partager et de capitaliser l'expérience acquise dans le cadre des missions réalisées, ainsi que de discuter des pistes d'amélioration de la qualité et de la cohérence des documents produits par EAA à destination des maîtres d'ouvrage, notamment en ce qui concerne certaines clauses des contrats types, la standardisation de parties de termes de référence ou l'élaboration de référentiels de coûts.

Ces ateliers feront l'objet d'une préparation en amont par les prestataires concernés, qui présenteront une synthèse des prestations réalisées ainsi que leurs propositions de capitalisation et/ou de standardisation, sur la base des missions effectuées dans le cadre de l'accord-cadre.

La participation à ces ateliers, ainsi que les travaux préparatoires associés, sont considérés comme faisant partie intégrante de l'exécution de l'accord-cadre et ne donneront pas lieu à une rémunération spécifique.

ARTICLE 5. Livrables attendus

Dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande, aucun livrable spécifique n'est défini à ce stade, le contenu, la nature et le format des livrables dépendant des prestations effectivement commandées par l'AFD. Les livrables attendus sont définis au cas par cas dans chaque bon de commande, en fonction :

- de la nature de la prestation d'appui sollicitée ;
- du contexte du projet concerné et de son niveau de maturité ;
- des objectifs poursuivis par le prescripteur.

À titre indicatif et non exhaustif, les livrables susceptibles d'être demandés dans le cadre des bons de commande peuvent notamment prendre la forme :

- de notes techniques ou notes d'analyse ;
- de notes de cadrage ou d'orientation ;
- de avis techniques motivés ;
- des termes de références ;
- de documents tiers revus ;
- de comptes rendus ou supports de restitution.

Les livrables sont produits dans un format et un niveau de détail adaptés à leur usage, tels que précisés dans le bon de commande, et ont vocation à être utilisés par les équipes de l'AFD dans le cadre de l'instruction, de la préparation ou du suivi des projets.

Les modalités de remise, les délais de production, ainsi que, le cas échéant, les conditions de validation des livrables par l'AFD sont définis pour chaque prestation dans le bon de commande correspondant. La validation expresse des livrables par le prescripteur conditionne leur conformité.

ARTICLE 6. Modalité d'exécution

6.1 Principes généraux d'exécution

Les prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre sont exécutées exclusivement sur la base de bons de commande, émis par l'AFD en fonction de ses besoins.

Chaque bon de commande précise les conditions particulières applicables à la prestation concernée, notamment son objet, son périmètre, les attendus, les livrables, le calendrier indicatif et les modalités de coordination.

Les prestations sont réalisées dans une logique d'appui ponctuel et ciblé, sans intégration des experts aux équipes internes et sans transfert de responsabilité de pilotage, de décision ou de maîtrise d'ouvrage.

L'importance des prestations variera d'un à quelques dizaines d'homme jours, et elles seront le plus souvent réalisées par une seule personne.

6.2 Méthodologie et organisation des interventions

Pour chaque bon de commande, l'intervention du Prestataire s'organise selon une méthodologie adaptée à la nature du besoin exprimé, au contexte du projet concerné et à son niveau de maturité.

De manière générale, et à titre indicatif, les prestations peuvent s'articuler autour des étapes suivantes :

- une phase de prise de connaissance et de cadrage, visant à appréhender le contexte du projet, les documents existants et les attentes du prescripteur ;
- une phase d'analyse technique ou méthodologique, pouvant inclure l'examen critique de documents, la formulation d'options ou l'identification de besoins complémentaires ;
- une phase de consolidation et de restitution, destinée à formaliser les analyses, avis ou recommandations attendus, sous une forme adaptée aux usages de l'AFD.

Lorsque la nature de la prestation le justifie, le Prestataire peut être amené à proposer, en début d'intervention, un cadrage préalable permettant de confirmer le périmètre de l'appui avant la poursuite des travaux.

La méthodologie retenue est validée par le prescripteur et précisée dans le bon de commande correspondant.

6.3 Conditions pratiques d'exécution et coordination

Les modalités pratiques d'exécution des prestations (lieux d'intervention, modalités d'échange, implication des équipes locales, langue de travail, éventuels déplacements) sont définies au cas par cas dans les bons de commande. En fonction des besoins identifiés et des contraintes du projet concerné, les prestations peuvent être réalisées :

- soit à distance ;
- soit dans les locaux de l'AFD ou de ses entités ;
- soit, le cas échéant, sur site dans les pays d'intervention.

Un forfait journalier (*per diem*) est proposé par le soumissionnaire dans son offre financière destiné à couvrir l'ensemble des frais de séjour lors de missions hors France métropolitaine, et notamment :

- l'hébergement ;
- la restauration ;
- les communications locales et internationales ;
- les transports locaux en France (domicile-aéroport et aéroport-domicile) et à l'étranger (hors déplacements inter-villes).

Pour chaque mission hors France métropolitaine faisant l'objet d'un Bon de Commande, le barème UE des *Per Diem* en vigueur à la date de la mission sera appliqué, **plafonné au forfait journalier proposé dans l'offre**. Les frais de visa et les billets d'avion seront facturés au coût réel sur justificatifs, en sus du *per diem*.

Le REP sera le correspondant du Titulaire. Les informations nécessaires à la communication seront transmises au Titulaire lors de la réunion de lancement du Contrat.

Ce dernier, représentant du Prescripteur, est chargé du contrôle des livrables remis et de leur validation. En cas de non-validation, il adressera ses observations/commentaires au Titulaire dans le délai stipulé dans le Contrat.

6.4 Processus de mise au point et de réalisation des prestations

Les modalités décrites ci-après précisent, à titre indicatif, les principes d'organisation et de coordination applicables à la mise au point et à la réalisation des prestations dans le cadre du présent accord-cadre. Elles s'appliquent sous réserve des stipulations du CCAP et des dispositions précisées dans chaque bon de commande.

6.4.1 Expression du besoin

Le Prescripteur EAA informe, par courriel, le point de contact référent du Titulaire du besoin identifié, en précisant notamment :

- l'expertise recherchée et le domaine d'intervention ;
- le type de documents à analyser et la nature de l'appui attendu ;
- l'estimation du nombre de jours nécessaires ;
- les attentes relatives aux livrables (contenu, format, éventuelles contraintes).

6.4.2 Proposition du Titulaire

Le point de contact référent du Titulaire confirme la disponibilité d'un(e) expert(e) et transmet au Prescripteur EAA :

- la disponibilité de l'expertise demandée ;
- les conditions d'intervention ;
- le cas échéant, toute information utile à l'organisation de la prestation.

6.4.3 Validation par le Prescripteur

Le Prescripteur EAA examine la proposition transmise et décide de l'accepter ou non, au regard notamment :

- de la disponibilité de l'expert ;
- des conditions d'intervention ;
- de l'estimation du nombre de jours.

La prestation n'est considérée comme engagée qu'à compter de l'émission du bon de commande correspondant.

6.4.4 Lancement de la prestation

Lorsque la prestation est confirmée, une réunion de lancement est organisée entre l'expert et le Prescripteur EAA, afin de :

- préciser les attendus ;
- rappeler les délais ;
- définir les modalités de coordination et d'échange.

6.4.5 Transmission et revue des livrables

À réception des livrables, le Prescripteur EAA dispose d'un délai maximal de dix (10) jours ouvrés pour :

- formuler des commentaires ou des demandes d'ajustement, ou ;
- valider les livrables.

À l'issue de ce délai, les livrables sont réputés acceptés, sauf demande expresse et motivée de prolongation formulée par le Prescripteur.

6.4.6 Facturation

La facturation est transmise par le Titulaire sur demande du Prescripteur EAA, sur la base :

- d'une feuille de temps signée par l'expert ;
- des pièces justificatives, le cas échéant, pour la facturation des *Per Diem* et des dépenses remboursables ;
- du respect du contenu et de la qualité attendue des prestations réalisées.

ARTICLE 7. Compétences attendues du Prestataire

7.1 Principes généraux

Le Prestataire devra disposer de compétences techniques et d'expériences confirmées lui permettant de réaliser les prestations d'appui décrites dans le présent cahier des charges, dans les secteurs de l'eau potable (Lot 1) et de l'assainissement (Lot 2).

Les compétences requises peuvent être portées par un ou plusieurs experts, mobilisés en fonction de la nature des prestations confiées et du lot concerné.

Toutefois, dans un souci d'efficacité et de continuité, il est attendu que les Prestataires proposent, autant que possible, des experts disposant d'expériences cumulées couvrant plusieurs des domaines décrits ci-après pour chaque lot.

Les compétences effectivement mobilisées sont précisées au cas par cas dans chaque bon de commande.

7.2 Compétences communes aux deux lots

Pour les prestations relevant indifféremment des lots 1 et 2, le Prestataire devra être en mesure de mobiliser des experts disposant des compétences suivantes :

- capacité d'analyse critique de documents techniques, études amont, documents contractuels et offres techniques ;
- solide connaissance des projets et services d'eau potable et d'assainissement, dans des contextes institutionnels et géographiques variés ;
- maîtrise des études amont (schémas directeurs, études de faisabilité, études préparatoires aux programmes d'investissement) ;
- aptitude à formuler des avis techniques indépendants, argumentés et exploitables pour l'aide à la décision ;
- capacité à rédiger, structurer et argumenter des termes de référence pour des études de faisabilité, des missions d'assistance technique, ainsi que pour le recrutement de bureaux d'études chargés du design détaillé et de la supervision de projets ;
- capacité à produire et analyser des estimations financières, incluant des ordres de grandeur, ratios de coûts et prix unitaires pour des études et des travaux, afin d'éclairer les choix techniques et les décisions d'investissement à des fins d'aide à la décision et de comparaison des options ;
- capacité à comparer et analyser des options techniques et organisationnelles, y compris par des approches multicritères ;
- bonne connaissance des procédures de passation de marchés applicables aux projets financés par l'AFD et, le cas échéant, par d'autres bailleurs de fonds internationaux ;
- capacités rédactionnelles avérées et sens pédagogique, permettant de produire des livrables clairs et directement utilisables par les équipes de l'AFD.

Les experts mobilisés devront faire preuve d'une posture d'indépendance, de rigueur professionnelle et de capacité à dialoguer avec des interlocuteurs variés (maîtrises d'ouvrage, bureaux d'études, autorités publiques, partenaires techniques et financiers).

7.3 Compétences attendues – Lot 1 : Eau potable

Pour les prestations relevant du Lot 1 – Eau potable, le Prestataire devra être en mesure de mobiliser un/des experts disposant d'expériences significatives dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- analyse, conception et évaluation de systèmes d'alimentation en eau potable, incluant ressources, production, transport, stockage et distribution ;
- rédaction et/ou revue de TdR portant sur des missions d'Assistance technique, de maîtrise d'œuvre et/ou de travaux ;
- élaboration, relecture et analyse critique de schémas directeurs et études de faisabilité eau potable ;
- analyse des besoins et demandes en eau, des rendements de réseau et des hypothèses de dimensionnement ;
- évaluation des options techniques et organisationnelles pour l'amélioration ou l'extension de services d'eau potable ;
- relecture et analyse critique de documents préparatoires à des travaux (APS, APD, DAO) et de rapports d'analyse des offres relatifs à des projets d'eau potable.

Une connaissance générale des filières de traitement de l'eau potable, de leurs performances et contraintes de mise en œuvre est requise, sans qu'une expertise de conception détaillée des installations de traitement ne soit impérative.

7.4 Compétences attendues – Lot 2 : Assainissement

Pour les prestations relevant du Lot 2 – Assainissement, le Prestataire devra être en mesure de mobiliser un/des experts disposant d'expériences significatives dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- analyse, conception et évaluation de systèmes d'assainissement des eaux usées, unitaires ou séparatifs ;
- analyse et conception de systèmes d'assainissement pluvial et de drainage, incluant ouvrages de collecte, de stockage et de régulation ;
- rédaction et/ou revue de TdR portant sur des missions d'Assistance technique, de maîtrise d'œuvre et/ou de travaux ;
- élaboration, relecture et analyse critique de schémas directeurs et études de faisabilité assainissement ;
- analyse des contraintes hydrologiques, environnementales et foncières des projets d'assainissement ;
- relecture et analyse critique de documents préparatoires à des travaux (APS, APD, DAO) et de rapports d'analyse des offres relatifs à des projets d'assainissement.

Une connaissance générale des filières de traitement des eaux usées, de leurs performances, coûts et contraintes d'exploitation est requise, sans qu'une spécialisation en conception détaillée d'ouvrages de traitement ne soit exigée.

7.5 Profil minimal d'expertise attendu (Lots 1 et 2)

Compte tenu de la nature des prestations d'appui confiées dans le cadre du présent accord-cadre, lesquelles portent sur l'analyse critique de documents techniques, l'appui à la préparation et à la sécurisation de projets financés par l'AFD, ainsi que la formulation d'avis techniques indépendants, il est attendu que les experts mobilisés disposent d'un niveau d'expertise élevé et d'une expérience significative.

À ce titre, les experts proposés devront justifier à minima :

- d'une expérience professionnelle confirmée, d'au moins quinze (15) années, dans les secteurs de l'eau potable et/ou de l'assainissement (en fonction du lot), acquise dans des contextes variés ;
- d'un diplôme niveau BAC+4 minimum dans une spécialité technique dans le domaine de l'eau et/ou de l'assainissement ;
- d'une exposition directe à des projets financés par l'AFD et à défaut par d'autres bailleurs de fonds internationaux, notamment en phase d'études amont, de préparation de projets, de passation de marchés ou de supervision ;
- d'une expérience combinant, selon les cas, des fonctions exercées :
 - auprès de bureaux d'études (études amont, ingénierie, assistance technique),
 - auprès de maîtrises d'ouvrage ou d'opérateurs de services,
 - et/ou auprès d'institutions financières internationales ou de bailleurs ;
- d'une capacité démontrée à produire des analyses transversales, à porter un regard critique sur des documents techniques élaborés par des tiers, et à formuler des avis argumentés, indépendants et directement exploitables pour l'aide à la décision ;
- d'une bonne connaissance des exigences des bailleurs de fonds en matière de qualité des études, de procédures de passation de marchés et de gouvernance des projets.

Dans un souci d'efficacité opérationnelle, il est fortement recommandé que les Prestataires proposent, pour chaque lot, un/des experts disposant d'expériences cumulées, couvrant plusieurs des domaines de compétence requis, plutôt qu'une juxtaposition de profils très spécialisés.

Le recours à plusieurs profils reste possible, dès lors que l'organisation proposée garantit la cohérence technique des interventions, la continuité de l'appui et la lisibilité des responsabilités.

ARTICLE 8. Moyens mis à disposition du Prestataire

Dans le cadre de l'exécution des prestations réalisées au titre du présent accord-cadre à bons de commande, l'AFD met à disposition du Prestataire, dans la limite des besoins liés à chaque bon de commande et sous réserve de disponibilité, les moyens nécessaires à la bonne compréhension du contexte et des enjeux des projets concernés.

Ces moyens peuvent notamment comprendre :

- l'accès aux documents et informations disponibles relatifs aux projets concernés (documents de projet, études existantes, notes internes, documents contractuels ou techniques, dans la limite des droits détenus par l'AFD) ;
- la mise en relation avec les interlocuteurs concernés au sein de l'AFD, et, le cas échéant, avec les partenaires institutionnels ou maîtrises d'ouvrage, lorsque cela est jugé nécessaire par le prescripteur ;
- la transmission des références méthodologiques, cadres de travail ou documents de référence habituellement utilisés par l'AFD pour l'instruction et le suivi des projets.

Lorsque les prestations sont réalisées dans les locaux de l'AFD, le Prestataire peut disposer, à titre ponctuel et sous réserve des règles internes applicables, d'un accès aux espaces de travail nécessaires à la réalisation de la prestation.

Il est précisé que le Prestataire demeure entièrement responsable de la mobilisation de ses propres moyens humains, matériels et informatiques, nécessaires à la réalisation des prestations, sauf disposition contraire explicitement prévue dans le bon de commande.

Les modalités pratiques relatives à l'accès aux moyens mis à disposition, ainsi que les éventuelles contraintes associées (confidentialité, sécurité des systèmes d'information, conditions d'accès aux locaux), sont précisées au cas par cas dans les bons de commande.